FRANCISCO FERRER Y GUARDIA : LA PÉDAGOGIE COMME ACTION POLITIQUE

Le 13 octobre 1909, Francisco Ferrer etait fusillé dans les fossés de la citadelle Monjuich de Barcelone, accusé d'avoir fomenté au mois de juillet précédent une insurrection de grande ampleur. L'exécution de ce pédagogue anarchiste provoqua une telle émotion dans le monde entier, des manifestations et des prises de position si intenses qu'on peut vraiment parler d'Affaire Ferrer. Ardemment défendu ou vilipendé en France, Ferrer y avait vécu quinze ans. Et c'est un peu grâce à une maison de rapport située dans le dixième arrondissement de Paris que sa vie avait acquis une carrure internationale...

LA JEUNESSE DE FERRER

Ferrer naît en 1859 à Alella, une bourgade de Catalogne, dans une famille d'exploitants agricoles assez aisés, monarchistes et pieux. En 1873, Francisco part pour Barcelone travailler chez Osorio, un parent drapier. Le 11 janvier avait été proclamée à Madrid la première république espagnole, qui ne durera que deux ans en raison de profonds désaccords entre les républicains[1]. Osorio est un fervent républicain, et franc-maçon ; son influence formatrice sur Francisco sera manifeste. Près de lui, Ferrer apprend la réflexion politique, découvre la dure vie des ouvriers et ouvrières du textile, et lit. Beaucoup, énormément ! Il a appris le français et peut donc dévorer les romans de Zola, mais aussi, sous le manteau, des livres interdits, écrits par les anarchistes Kropotkine ou Bakounine, Marx ou Darwin. En 1879, nouveau métier : Ferrer devient contrôleur de billets de train. Bien pratique pour passer des messages et faire entrer en Espagne les journaux français interdits, puisque son métier l'amène à la frontière française. Il fait ainsi la connaissance de Manuel Ruiz Zorrilla (1833-1895), figure de proue des républicains espagnols (il a dirigé l'éphémère république), qui s'est réfugié en France. En 1885 ou 1886 - sans qu'on sache trop bien si son exil se décida à cause d'engagements politiques ou de soucis de vie privée – Ferrer lui aussi vient vivre à Paris.

FERRER A PARIS

Ferrer doit commencer une vie tout à fait nouvelle. Grâce à l'entraide des républicains espagnols en exil, il devient courtier en vins, puis gère plusieurs années un restaurant 19 rue du Pont-Neuf[2], à deux pas des Halles. Bien qu'ils s'entendent déjà fort mal, sa femme, dont il avait trois filles, ne tarde pas à le rejoindre[3].
A partir de 1890, Ferrer abandonne le restaurant et se met à donner des cours d'espagnol, parfois gratuitement mais avec sérieux et méthode[4]. Outre les cours privés, il enseignera au lycée Condorcet et à l'Association philotechnique.

Les anarchistes ont alors une grande activité dans le bouillonnement intellectuel et politique. Ferrer se lie durablement avec beaucoup d'entre eux. Certains restent surtout connus comme activistes (Charles Malato ou Paraf-Javal); d'autres sont des personnalités marquantes : le géographe Elisée Reclus, Jean Grave ou encore Paul Robin et Sébastien Faure, rénovateurs de la pédagogie – sans oublier Kropotkine. Mais ses relations sont, et resteront, éclectiques : chez Zorilla, dont il est à présent secrétaire, il rencontre Zola et Anatole France. Devenu un fervent libre-penseur et fréquentant beaucoup le Grand Orient (il était devenu franc-maçon en Espagne en 1884)[5], Ferrer s'engage toujours plus avant dans la politique, d'où constante surveillance des polices espagnole et française[6]. Elles le soupçonnent d'être l'articulation entre les milieux anarchistes espagnols et français, à une époque où on redoute les attentats[7]. Sans les condamner complètement, à cause de leurs raisons sociales ou politiques, Ferrer semble s'en être tenu à l'écart et avoir estimé qu'ils étaient un mauvais moyen d'action. Peu à peu il va en focaliser un autre, selon lui bien meilleur pour faire changer le monde : l'éducation.

UN AUTRE CHANGEMENT

En 1894, Ferrer se sépare définitivement de sa femme... après qu'elle ait tenté de le tuer à coups de revolver dans le faubourg Montmartre ! Condamnée à un an de prison, mais rapidement libérée, elle s'obstinera par la suite à lui nuire. Un ou deux ans auparavant, cependant (les dates sont incertaines) Ferrer s'était lié avec une de ses élèves, Jeanne Ernestine Meunié, qui allait à sa mort, le 2 avril 1901, lui léguer une maison à Paris.[8]

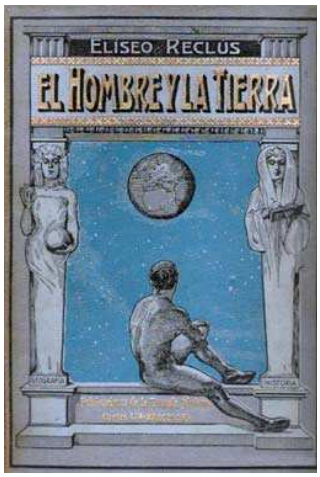
Le 11 rue des Petites-Écuries, dans le 10ème arrondissement, était composé de deux immeubles abritant des bureaux et des ateliers, séparés par une cour comportant deux quais de chargement, plus une écurie de douze chevaux au sous-sol. La maison était en effet une station d'omnibus et un service de messageries ; c'était une succursale de « transport de roulage » du principal locataire, la Compagnie de chemins de fer Paris-Lyon-Méditerranée, le mythique PLM. Les touristes venaient aussi y acheter les billets des « voyages circulaires » pour la Côte d'Azur ou la Suisse. Cette maison de bon rapport va permettre à Ferrer de réaliser un projet qui lui tient à cœur depuis longtemps.

Il quitte bientôt son petit logement du 43 rue Richer pour Barcelone, et, dès la rentrée 1901, une trentaine de gamins – et de gamines - sont en classe dans son *École Moderne*.

L'ÉCOLE MODERNE DE BARCELONE

« Je n'aurai qu'à prendre le contre-pied de ce que j'ai vécu », aurait dit Ferrer. C'est que l'état des écoles espagnoles est alors calamiteux, comme le reconnaissent les institutions espagnoles elles-mêmes. Les trois-quarts de la population sont analphabètes. Les écoles publiques sont rares, misérables, et leurs instituteurs, des crève-la-faim ; l'éducation est pratiquement aux mains du clergé. Tous éléments qui déterminent Ferrer à ouvrir son école en Espagne. Il n'est pas le premier à ouvrir une école laïque et ses principes pédagogiques ne sont pas non plus entièrement nouveaux, mais Ferrer va montrer qu'il est un organisateur hors pair.

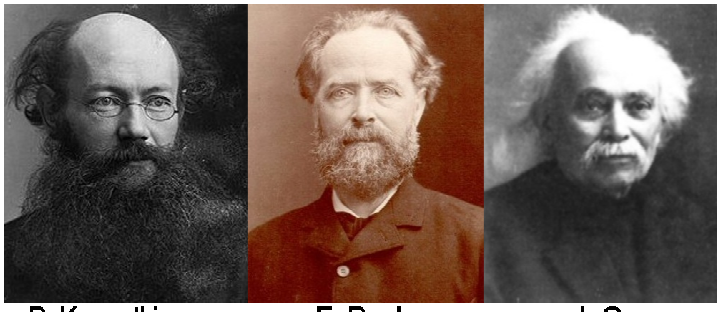
L'École Moderne décline trois orientations : une laïcité et un rationalisme complets. Une éducation mixte, c'est à dire non seulement mélangeant garçons et filles, mais avec un souci de mixité sociale (ce n'est pas une « école pour les pauvres », que Ferrer trouve socialement stérile). Un enseignement basé sur la découverte et l'expérience, développant autant le corps que l'esprit, associant travaux intellectuels et manuels, en prise directe avec la nature et la société – le tout sans examens, récompenses ni punitions.



Rapidement, le principe de cette école essaime dans les autres régions d'Espagne, au Brésil, en Italie, aux Etats-Unis... L'École est de plus université populaire, bibliothèque, et maison d'édition. Outre son *Bulletin de l'École Moderne*, Ferrer publiera, avec succès, 34 livres. Certains visaient la vulgarisation scientifique, comme *L'homme et la terre*, livre magistral de son ami Reclus, initiant une géographie sociale ou le *Résumé de l'Histoire d'Espagne*, du vénérable Nicolas Estévanez. D'autres se voulaient livres de lecture pour les enfants. Des fictions comme les traductions des *Aventures de Nono* de Jean Grave (utopie libertaire tirée à 10 000 ex) ou du *Léon Martin* de Malato affichaient sans détours des positions radicales sur religion, luttes de classe, justice sociale, colonialisme, antimilitarisme, etc. L'éducation à la politique était au coeur du projet pédagogique.

LE PROCES DE 1906

« Je ne conçois pas la vie sans la propagande », disait Ferrer. Outre son travail à l'École Moderne, il reste impliqué dans l'opposition au pouvoir en place. Dès fin 1901, il avait fondé un journal libertaire *Huelga General* (Grève Générale), dont les correspondants à l'étranger étaient ses amis Kropotkine (à Bruxelles), Grave, Malato ou Reclus à Paris. Ces activités conjuguées lui valaient à l'évidence autant d'ennemis que d'amis – dont au premier chef l'omnipotente Église espagnole.



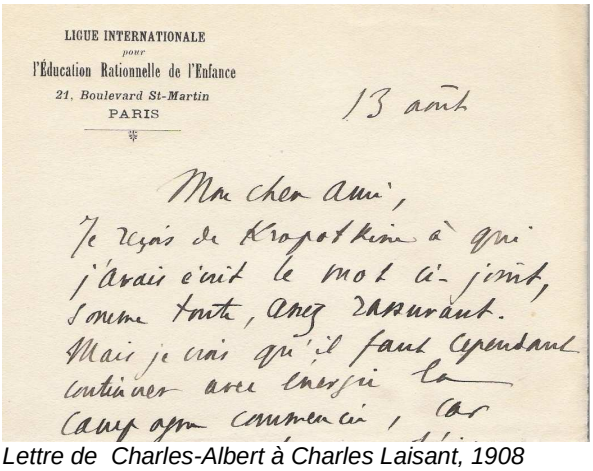
P. Kropotkine E. Reclus J. Grave

C'est pourquoi, quand le roi Alphonse XIII, le 31 mai 1906 (jour de son mariage) échappe à un attentat à Barcelone, Ferrer est accusé d'en être l'instigateur. Le prétexte en est Morral, le terroriste (arrêté deux jours plus tard, il s'est suicidé), qui avait en effet travaillé à l'École Moderne. Au bout de treize mois de prison, en raison d'un dossier vide, Ferrer est cependant acquitté, mais le glas est sonné pour son École Moderne.
En France, la Ligue des Droits de l'Homme s'était aussitôt jointe aux anarchistes, à la CGT et à la SFIO nouvelle-née pour protester vigoureusement et faire libérer Ferrer. Car déjà, lors de ce premier procès, avaient été dénoncées les machinations de l'Église – sujet d'une brûlante actualité, rappelons-nous qu'en France la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat de 1905 entrait à peine dans une application très mouvementée.

Lors des polémiques passionnées remettant en cause l'École Moderne et les opinions de son fondateur, Ferrer est attaqué comme mari déplorable ou père exécrable, mais plus encore sur l'héritage qu'il a reçu cinq ans plus tôt de Mlle Meunié. Ferrer aurait capté l'héritage d'une innocente vieille dame, le fameux immeuble des Petites-Écuries et des centaines de milliers, voire des millions de francs! Peut-être même l'aurait-il empoisonnée, comme le suggère l'ancien homme d'affaires de Mlle Meunié ; l'amoureuse transie aurait été exploitée par Ferrer et sa nouvelle compagne, Léopoldine Bonnard[9]. Sinon comment imaginer que cette assidue de l'église Saint-Roch, respectant armée et autorités, ait pu léguer quelque chose au sulfureux Ferrer ?

A la vérité Jeanne-Ernestine Meunié n'avait que onze ans de plus que lui, et au fil de ses huit ou neuf ans d'amitié avec Ferrer (nous ne chercherons pas à élucider la nature de leur relation) sa correspondance[10] montre que ses idées sociales, religieuses et politiques avaient notablement évolué, sans qu'elle devienne pour autant anarchiste le moins du monde. En 1882, à la mort de son père, Paul Honoré Meunié, elle avait hérité d'une fortune notable[11], encore augmentée au décès de sa mère (à Madrid) en 1894. On peut penser que Mlle Meunié l'utilisa, en partie du moins, pour les voyages accomplis avec Ferrer comme cicérone à Londres, Lisbonne, Milan, Genève, Bruxelles, Barcelone... Voyages qui n'étaient sans doute pas que d'agrément : Ferrer l'internationaliste avait dans ces villes un solide réseau de connaissances anarchistes, pédagogues ou non.
En 1901, le testament de Mlle Meunié avait désigné comme légataire universel un ami milanais de longue date, Cesare Coppola. Des quatorze legs stipulés, seul le premier était dévolu à Ferrer : l'immeuble de la rue des Petites-Écuries (estimé à 470 000 fr., plus environ 40 000 fr. de loyers). Les treize autres durent être réduits d'un tiers, faute d'actifs suffisants. Les détracteurs de Ferrer avaient prétendu que le legs prévu pour lui était destiné à fonder un asile charitable, et non une école libertaire mais en fait aucune condition n'était énoncée[12].

UN NOUVEAU PROJET PEDAGOGIQUE



LIGUE INTERNATIONALE
pour
l'Éducation Rationnelle de l'Enfance
21, Boulevard St-Martin
PARIS

13 août

Mon cher ami,
Je reçois de Kropotkine à qui
j'avais écrit le mot ci-joint,
somme toute, assez rassurant.
Mais je crois qu'il faut cependant
continuer avec énergie la
campagne commencée, car

Lettre de Charles-Albert à Charles Laisant, 1908

Sorti de prison, Ferrer revient à Paris dès juillet 1907, et s'installe en octobre, avec sa nouvelle compagne Soledad Villafranca, au 21 Bd Saint-Martin. Cette adresse deviendra le siège de *La Ligue Internationale pour l'Education Rationnelle de l'Enfance*, d'abord fondée à Bruxelles en avril 1908. Là se réuniront avec enthousiasme ses membres, qui comptent des fidèles comme Charles Malato, Charles-Albert ou le mathématicien Laisant, et des personnalités de poids : l'historien d'art Elie Faure, l'écrivain Maeterlinck, des pédagogues étrangers, le président de la Ligue des Droits de l'Homme Francis de Pressencé ou le député socialiste Marcel Sembat. Le président d'honneur est Anatole France. Pour diffuser ses idées, la Ligue édite un bulletin en trois langues, en Espagne, en Italie et en France, où il s'appelle *L'École Rénovée*.

Néanmoins, Ferrer mène de pair d'autres activités politiques, dont une fois de plus l'immeuble du 11 rue des Petites-Écuries est le poumon, comme il l'avait été pour l'École de Barcelone. Car dès 1903 Ferrer a commencé à hypothéquer l'immeuble, réitérant les années suivantes. Il est donc en mesure de financer généreusement les projets dans lesquels il croit. S'il soutient l'orphelinat l'*Avenir Social* de l'éducatrice féministe Madeleine Vernet, il « subventionne » aussi le lancement de l'éphémère quotidien syndicaliste de Pouget, *La Révolution*[13]. Quand des anti-monarchistes espagnols comme le député républicain Alejandro Lerroux doivent venir à Paris, il les prend en charge[14]. La rue des Petites-Écuries est en tout cas sa boîte postale, il y relève tous les jours le courrier. Etre propriétaire d'un lieu au va-et-vient incessant occasionné par un service de messageries et de transports peut certainement être utile à un homme si surveillé, d'autant que le quartier où vit et travaille Ferrer est le vivier des révolutionnaires. Autour de la Bourse du Travail, bastion des anarcho-syndicalistes, c'est au Bar Chatel de la rue du Château d'eau, à la salle Jules du Bd de Magenta que se réunissent les anarchistes.

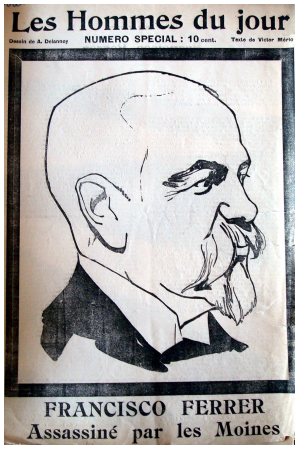
Ses moyens d'action expliquent donc tout à fait la fébrilité de la police, de la Sûreté Générale et de leurs équivalents espagnols. Ferrer ne peut faire un geste sans éveiller leurs soupçons : alors que beaucoup d'anarchistes vivent dans une misère noire, Ferrer est un cas à part. A sa sortie de prison, les autorités espagnoles avaient traîné en longueur pour lui restituer 250 000 pesetas confisquées (car Ferrer avait fait prospérer en Espagne le fruit de l'hypothèque), et une note de la Sûreté Générale française (15 octobre 1908) signalait : « Ferrer ne peut, en ce moment, payer l'hypothèque dont est grevé l'immeuble qu'il possède, 11 rue des Petites-Écuries car les sommes versées par lui pour faire de l'agitation en sa faveur sont énormes. Il a donc besoin de l'argent que détient le gouvernement de son pays. S'il ne peut s'acquitter, la maison sera vendue sous peu de jours »[15]. Il est certain que couper les vivres à Ferrer était crucial.

LA MORT DE FERRER

La *Semaine Tragique* à Barcelone

Le 26 juillet 1909, Ferrer est déjà dans sa maison de campagne catalane depuis un moment quand éclate à Barcelone une insurrection foudroyante. Dans un climat d'exaspération sociale, le détonateur est un jour de grève générale lancée par l'union syndicale *Solidaridad Obrera* (future CNT, dont Ferrer est proche), pour protester contre l'envoi de nouvelles troupes au Maroc, où l'Espagne cherche à conforter sa présence. Mais les pouvoirs publics (comme les partis opposants) sont pris au dépourvu, et c'est un ouragan anticlérical qui se déchaîne; églises et couvents sont pillés et incendiés. L'insurrection est vite réprimée; les syndicats sont interdits, les écoles laïques fermées, des dizaines de personnes tuées, 2000 emprisonnées.

Dans la nuit du 31 août, Ferrer, dénoncé comme l'instigateur de cette insurrection, est arrêté et incarcéré dans la citadelle de Monjuich[16]. La réaction internationale est immédiate. A Paris se crée un Comité de Défense des Victimes de la Répression Espagnole, qui là encore réunit des personnalités sur un spectre politique très large. Meetings et manifestations, toujours plus amples, se succèdent. La CGT planifie 23 meetings en province, et compte demander aux dockers des ports de boycotter les produits espagnols. Le 12 octobre, dans un Tivoli bourré à craquer, Jaurès déploie toute son éloquence[17].



Hommes du jour, oct. 1909

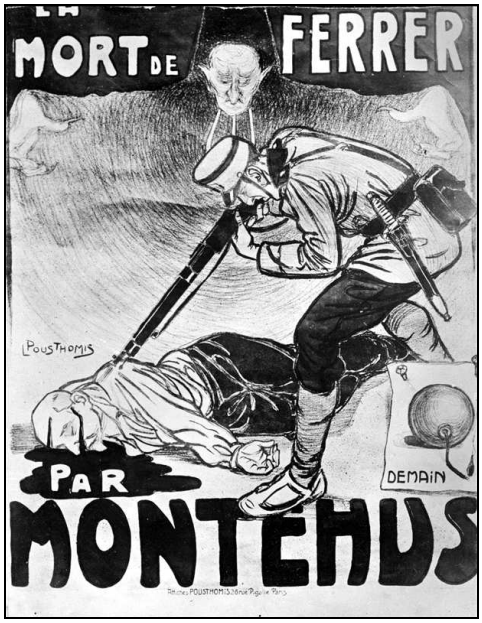
Malheureusement, cette mobilisation exceptionnelle n'eut pas d'effet. Jugé hâtivement par un tribunal militaire, sans preuves aucunes, Ferrer fut exécuté le 13 octobre. Il cria avant de mourir *Je suis innocent ! Vive l'École Moderne !*

Cette fin tragique provoqua en Espagne la chute du gouvernement et dans beaucoup de pays des réactions considérables. En Italie, la grève fut générale, 20 000 personnes manifestèrent à Buenos-Aires; Berlin, Londres, Bruxelles, Prague, Lisbonne et même Téhéran furent en fièvre. En France, un chercheur a recensé 135 meetings ou manifestations[18]. A Paris, celle du 15 octobre s'en prit à l'ambassade espagnole rue de Courcelles et tourna à l'émeute, contrairement à celle du 17, si imposante qu'elle resta longtemps un modèle.
Mais pourquoi une émotion populaire internationale si intense ? En France, en tout cas, estimé (ou dénoncé) pour ses idées sur l'éducation, Francisco Ferrer était loin d'avoir la notoriété et le poids politique de personnalités dont la mort fut un évènement national, comme Victor Hugo en 1885 ou Jaurès en 1914. Pourtant, Ferrer a cristallisé autour de lui des vagues de fond de la pensée politique de l'époque.

Le message que transmettent articles et discours, caricatures, banderoles de manifestations et affiches de l'Affaire Ferrer est clair: l'homme a été assassiné par l'Église et l'Armée, et en 1909, alors que les luttes sociales font rage, anticléricalisme et antimilitarisme sont à leur comble. Pour contrer ce poids d'institutions jugées écrasantes au propre et figuré, Ferrer avait choisi l'éducation comme arme première. Dans une école qui à la fois les respecterait et leur permettrait de développer toutes leurs facultés, les enfants apprendraient à exercer la réflexion qui donne la liberté.
Par sa mort tragique, Ferrer était devenu le symbole de la liberté de conscience et d'une marche vers le progrès social. En outre, l'Affaire Ferrer touchait un autre point sensible. Les Marocains venaient de tenter de reprendre possession des mines franco-espagnoles à Melilla, et l'Espagne avait envoyé des troupes, provoquant l'insurrection de la Semaine Tragique. Pour empêcher le départ de leurs hommes au Maroc, des Espagnoles s'étaient couchées sur les voies de chemin de fer et CGT, socialistes et anarchistes français exhortaient les Françaises à les imiter, si la situation s'envenimait. Dans un monologue *Aux victimes du Maroc,* Montéhus critiquait l'armée française qui envoyait depuis deux ans déjà les soldats à la boucherie, au bénéfice des capitalistes qui allaient piller ce pays.

Assiette au beurre n°305, octobre 1909

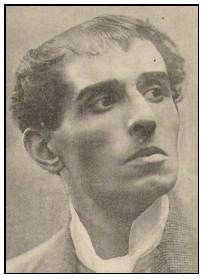
Vers 1948, Sol Ferrer, qui allait éditer un livre à la mémoire de son père (voir bibliographie) parait avoir sollicité le chansonnier. Elle recherchait ceux qui avaient participé à la mobilisation pour sa défense quarante ans plus tôt. Montéhus lui écrivit un long récit, inédit. Bien différents comme milieu social et personnalité, les deux hommes avaient eu des idées très proches. L'un avait choisi la pédagogie comme outil de propagande, l'autre la scène[19].



©Roger-Viollet

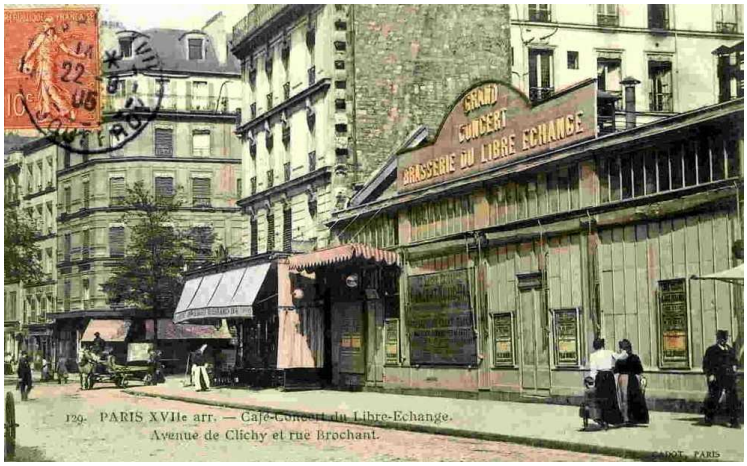
Le récit de Montéhus évoque sa pièce *La Mort de Ferrer*, dont les péripéties illustrent de manière significative à la fois une ambiance électrique et l'union, autour de Ferrer et de ses idées, des socialistes et des anarchistes.

(....) Ce que venait de faire le gouvernement espagnol, c'était le retour aux temps maudits de l'Inquisition. J'écrivis ma pièce, et pour attirer le public j'avais fait éditer une affiche représentant Ferrer à terre, la tête baignant dans son sang, et Alphonse XIII lui donnant le coup de grâce. Mais entre les jambes du bandit j'avais mis une bombe avec en lettres rouges DEMAIN*. Protestation de l'ambassade le jour de la première représentation [le 30 octobre] au Théâtre de Grenelle, à six heures du soir.*
Le Préfet arrive avec le secrétaire de l'ambassade, ordre est donné au directeur de coller des bandes pour cacher la bombe qui criait vengeance. Je refuse qu'on touche à mes affiches, c'est encore la police qui rue par rue collait des bandes sur les affiches, mais la foule suivait les policiers et sitôt la bande collée sitôt arrachée.
Je joue ma pièce dans tous les quartiers ouvriers de Paris (...). La foule acclamait le héros de la liberté de conscience, celui qui voulait partout la lumière, soeur de la vérité.



Le soir où je débutais à la Fourmi, boulevard Barbès, la Préfecture posta devant la porte des agents, car on m'interdisait de chanter l'Internationale *au dernier tableau, où le peuple espagnol faisait éclater la bombe que j'avais placée entre les jambes du Roi jésuite, et à son tour, comme nous en 89, il prenait sa Bastille !!*

Ayant été prévenu, je m'étais rendu à la Chambre prévenir les camarades députés socialistes. Jaurès envoya Renaudel[1] *en compagnie d'une vingtaine de députés. Et ce sont les représentants du peuple qui devant la salle comble, debout, qui frémissait de joie, chantèrent* l'Internationale.



La semaine suivante, je jouais ma pièce au Libre-Échange, petit théâtre situé dans le 17ème arrondissement, rue Brochant. Je devais faire deux semaines mais je suis prévenu par des amis que, sur l'ordre du Ministre de l'Intérieur, la Préfecture de Police a prévenu le directeur que ma pièce était interdite.
Je convoque les camarades de la Guerre Sociale[20] *et après la dernière représentation nous avons changé la rue des Moines, rue qui se trouvait avant la rue Brochant, en rue Ferrer. Nous avons passé la nuit dans la rue pour voir ce que diraient les ouvriers du changement de cette rue. La réaction fut immédiate, pas seulement des ouvriers, mais tous les passants applaudissaient, les autres levaient leurs casquettes, criant Vive Ferrer. (...) J'ai donc fait ce que le gouvernement français aurait dû faire : rendre hommage au grand Citoyen d'Espagne, en donnant son nom à une rue de Paris. (...)*

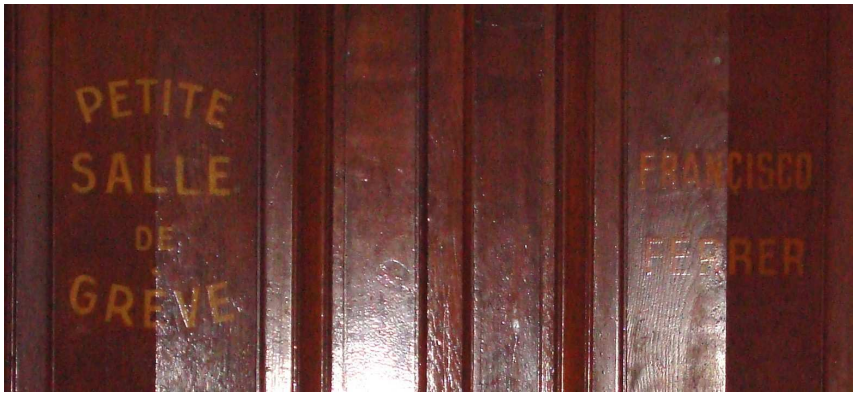
A LA MEMOIRE DE FERRER

De nombreuses villes et villages, en France et dans le monde, donnèrent le nom de Francisco Ferrer à une rue ou une place, parfois des années plus tard (citons Rennes, Lyon, Bordeaux, Perpignan, Castres, Lille, Wasquehal, Montbéliard).

A Bruxelles, (où la Ville organise chaque année une commémoration), une statue de Robert Gnyslens a été érigée en 1911 ; elle brandit la flamme de la liberté. Le 13 octobre 1990, une réplique exacte en a été inaugurée à Barcelone, dont le maire a dit : « Barcelone répare par ce monument de longues années d'oubli et d'ignorance d'un homme mort pour défendre la justice sociale, la fraternité et la tolérance ».[21]
A Paris, dès le 14 octobre 1909, le Bureau du Conseil Municipal avait bien proposé une rue Francisco Ferrer et l'adoption par la ville de ses deux petits-enfants. Mais cette demande fut repoussée à la séance du 25 octobre, provoquant la démission unanime du Bureau. Pour contrecarrer le projet, la droite demanda un monument à Dufresne, agent de police tué lors de la manifestation du 15 octobre. La nette opposition entre des socialistes se revendiquant héritiers d'une tradition révolutionnaire et radicaux refusant une politisation de la vie municipale fit d'ailleurs voler en éclats, le 3 novembre suivant, leur fragile alliance électorale [22]. La Ligue des Droits de l'Homme ouvrit une souscription pour un monument qui aurait été érigé à Montmartre, près de celui du Chevalier de la Barre, mais le projet n'aboutit pas[23].

La succession des biens français de Ferrer fut longue et laborieuse, et guère conforme au testament rédigé lors de sa dernière nuit. Généreux envers sa dernière compagne Soledad Villafranca, Ferrer avait cependant légué l'immeuble des Petites-Écuries et des fonds importants à Lorenzo Portet, anarchiste espagnol, brillant professeur exerçant à Liverpool, à qui Ferrer espérait transmettre le flambeau de ses idées pédagogiques et sa maison d'édition. Mais d'une part les inscriptions hypothécaires étaient écrasantes : 325 000 fr. au bénéfice du Crédit Foncier, 100 000 fr. à celui d'un particulier que nous n'avons pu identifier[24]. D'autre part des procédures venues de ses filles, de son ex-femme et de son ex-compagne Léopoldine Bonnard, retardèrent et réduisirent considérablement l'héritage de Portet. L'immeuble avait fini par être vendu par adjudication le 20 mars 1912, à la satisfaction des autorités françaises. Il a aujourd'hui disparu.

Portet reprit la maison d'édition (à Barcelone), tant bien que mal, peut-être justement parce que le nerf de la guerre faisait maintenant défaut. Sa mort à Paris, en 1917, signa la fin de la Casa Editorial si chère à Ferrer. L'héritage pédagogique de l'École Moderne a quant à lui été repris par de nombreux pédagogues du XXème siècle, dont Freinet, et il est également inscrit dans la tradition de l'éducation populaire



A la Bourse du Travail de Paris, dès octobre 1909, on donna le nom de Ferrer à la grande salle de réunion du sous-sol, double à l'époque de celle du rez-de-chaussée.

Une porte est restée en place, même si depuis cette salle a été scindée en quatre. Ferrer a dû partager l'espace avec Louise Michel, Eugène Pottier et Jean Jaurès.

DOMINIQUE DELORD - NOVEMBRE 2009

NOTES

[1] Soumise à une monarchie constitutionnelle en 1875 (ce qu'elle est toujours), l'Espagne ne renouera avec la République qu'en 1931.

[2] Le bail, au nom de Ferrer seulement en 1890, concernait un «restaurant à prix fixe» qui ne semble pas avoir porté le nom romantique de *Libertad*, comme le dit sa fille Sol, dans un livre dense mais souvent approximatif (voir bibliographie). De 1885 à 1890, le locataire en titre était un certain Maxime Moreno, «marchand de vin à la bouteille et au petit fût». Source : ADP, D1P4 903.

[3] Etaient nées à Barcelone Trinidad (1882), Paz (1883) et Luz (1884), qui mourra en 1893 à Paris, où une quatrième fille, Sol, était née en 1891.

[4] En 1895 Ferrer publiera avec succès une méthode, *L'Espagnol pratique,* chez Garnier, où travaillait son ami Nicolas Estévanez (1838-1914), une des grandes figures républicaines espagnoles. Réfugié à Paris, ce révolutionnaire toujours actif était très écouté.

[5] Les anarchistes (français pour le moins) les plus liés à Ferrer étaient eux aussi francs-maçons. Cf Léo Campion *Le drapeau noir, l'équerre et le compas,* 1969, réédition Alternative Libertaire, 2006.

[6] A partir de 1892, il participa à tous les congrès de La Libre-Pensée en Europe. En 1896, il fut le délégué du IXème arrondissement du Parti Ouvrier Français (de Jules Guesde) pour le Congrès International Socialiste de Londres. Pour la petite histoire: le commissaire du quartier du Fg Montmartre où vivait Ferrer, et qui le surveillait, était Mouquin, qui serait bientôt chef de la police municipale. Son « manège Mouquin », inauguré le 1er mai 1906 (consistant à casser une manifestation en faisant tourner sans arrêt des cavaliers) le rendra célèbre !

[7] Parmi les plus notables, citons les attentats de Ravachol en 1892, celui d'Auguste Vaillant à l'Assemblée Nationale en 1893, l'assassinat du Président Carnot à Lyon en 1894, celui du premier ministre espagnol Cánovas en 1897, la tentative d'attentat contre le Roi d'Espagne et le Président Loubet à Paris, rue de Rohan, en 1905. Pour ce dernier, Malato et Vallina, inculpés, seront acquittés.

[8] Ferrer figure comme témoin sur l'acte de décès de Mlle Meunié.

[9] Ferrer et Léopoldine Bonnard, institutrice, resteront ensemble de 1899 à 1905 environ et auront en 1900 un fils (Léopold, dit Riego), non reconnu par son père. En 1899, ils s'étaient unis à Barcelone dans une sorte de PACS laïque, sous l'égide de la Loge *Constancia* et de la Société progressiste féminine, deux institutions de la franc-maçonnerie anarchiste espagnole.

[10] Cette correspondance n'est connue que par les citations figurant dans un livre à charge contre Ferrer. Elle proviendrait des saisies faites au domicile de Ferrer, et auraient été communiquées à l'auteur par les autorités espagnoles. Cf Salvador Canals, *Los sucesos de España en 1909,* 2 vol., Imprenta alemana, Madrid, 1910-1911.

[11] ADP - Déclarations de succession de Paul-Honoré Meunié, DQ7 11073 – de Jeanne-Ernestine : DQ7 26727.

[12] AN, ET/XLII/1347. Harpiste elle-même, Mlle Meunié avait prévu un legs offrant chaque année une harpe Erard à une jeune lauréate du Conservatoire de Musique, avec des dispositions en faveur de la mutuelle des artistes du Baron Taylor. Les douze autres legs concernaient des enfants, ses domestiques et leurs familles.

[13] Emile Pouget a été secrétaire adjoint de la CGT de 1901 à 1908, représentant son aile anarcho-syndicaliste. Homme de presse, fondateur du virulent *Père Peinard* en 1899, il devint en 1900 rédacteur en chef de l'hebdomadaire de la CGT, *La Voix du Peuple.* L'apport financier de Ferrer (environ 10 000 fr) à *La Révolution* est confirmé par Pierre Monatte, fondateur de l'hebdomadaire CGT la *Vie Ouvrière* en 1909 (Souvenirs de la Vie Ouvrière. In *La Révolution prolétarienne*, oct.1959-janv. 1960).

[14] Alejandro Lerroux (1864-1949), radical révolutionnaire alors très populaire, sera chef de gouvernement de la république espagnole de 1933 à 1935. Quelques jours avant de mourir, Ferrer écrivait « les républicains lerrouxistes tendent à me faire passer pour leur ennemi, puisque d'après eux je protégeais la Solidaridad Obrera qui leur faisait la guerre ? Etaient-ce les cléricaux qui voyaient une belle occasion de me mettre encore une fois sur la sellette ? Je crois que des deux côtés on a eu intérêt à me faire du tort ». Cité par A. Lorulot, cf bibliographie.
[15] Les informations de ce paragraphe proviennent essentiellement de AN, F/7/15955/2
[16] En 1896, ce château était déjà célèbre pour les tortures infligées aux dizaines d'anarchistes incarcérés suite à un attentat très meurtrier commis contre une procession. Tarrida del Mármol, écrivain anarchiste, ami de Ferrer, libéré et réfugié en France, y publiera en 1897 un livre dénonçant ces atrocités, *Les inquisiteurs d'Espagne.*
[17] La vaste salle du Tivoli était dans l'actuelle rue Léon-Jouhaux. Le Comité, comme le groupe des anarchistes espagnols, se réunissait à La Famille Nouvelle, restaurant coopératif situé 173 Bd de la Villette, au coin de la rue Château-Landon. Source : APP, BA 1075.
[18] Vincent Robert *, La « protestation universelle » lors de l'exécution de F. Ferrer*, in *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, tome XXXVI-2, avril-juin 1989.
[19] Auteur dramatique et acteur, c'est comme parolier et chanteur que Gaston Brunswick, dit Montéhus (1872-1952), est resté célèbre pour quelques-unes de ses chansons : *Gloire au 17ème, La Jeune Garde* et plus tard, *La Butte rouge.* En 1909, « le chansonnier humanitaire » galvanisait les foules par ses positions antimilitaristes, anarcho-syndicalistes et anticléricales. Comme Ferrer (qu'il connut, sans en être proche) il était franc-maçon et libre-penseur. Ce qui est décrit dans le manuscrit cité est corroboré par les rapports de la Sûreté Générale. *Souvenirs des manifestations du peuple de Paris contre l'exécution de Ferrer*, par Montéhus (1949). Francisco Ferrer Collection, MSS 248 Mandeville Special Collections Library, University of San Diego, California.
[20] Cet hebdomadaire, dirigé par Gustave Hervé, était celui de la « tendance insurrectionnelle » de la SFIO.
[21] En 1937, la municipalité républicaine avait bien donné son nom à une place, mais les Franquistes s'empressèrent de la rebaptiser place Urquinaona (évêque), nom qu'elle porte toujours.
[22] cf Yvan Combeau*, Paris et les élections municipales sous la III°R épublique*, L'Harmattan, 1998.
[23] Le sculpteur Emile Derré avait fait une maquette imposante, dont subsiste (au moins ?) une photo.
[24] Le testament de Ferrer est consultable intégralement sur le site de la Fundación Ferrer de Barcelone www.laic.org . *Le Figaro* du 15 octobre 1909 détaille quant à lui très précisément les données de ces hypothèques.

SOURCES

Archives Nationales (AN), F/7/ 13321 et F/7/15995/2
Archives de la Préfecture de Police de Paris (APP) : BA 1075
Archives Départementales de Paris (ADP) : état-civil et cadastre.

Comité De Défense Des Victimes De La Répression Espagnole *Un Martyr des prêtres. Francisco Ferrer. 10 Janvier 1859 - 13 Octobre 1909. Sa Vie - Son Oeuvre.* Librairie Schleicher Frères, 1909

William Archer,*The Life, Trial and Death of Francisco Ferrer*. Londres, 1911. Réédité 2001, University Press of the Pacific.

La Escuela Moderna, Postuma explicación y alcance de la enseñanza racionalista, Barcelone, 1912. Réédition 1976, Barcelone, Tusquet

Alphonse-Marie Lugan, *Un précurseur du bolchevisme : Francisco Ferrer, sa vie et son oeuvre, étude critique*, Paris, Procure générale, 3 rue de Mézières, 1921.

André Lorulot, *Francisco Ferrer, sa vie, son œuvre, son procès*. Editions Idée Libre, Herblay, 1929

Sol Ferrer. *Le Véritable Francisco Ferrer, d'après des documents inédits*, Paris, les Deux sirènes (impr. de E. Pigelet), 1948.

Ángel J. Cappelleti, *Francisco Ferrer y Guardia y la pedagogía libertaria,* 1978

Antonio Novoa, Conrado Vilanou, *Francisco Ferrer,* in *Quinze pédagogues,* Paris, Armand Colin, 1994.

Juan Avilés Farré, *Francisco Ferrer : pedagogo, anarquista y mártir*. Ediciones Marcial Pons, Barcelona, 2006.

Fundación Francisco Ferrer y Guardia, Barcelona, www.laic.org .